



**MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
POUR LA CCI DE REGION
PARIS-ILE-DE-FRANCE**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

C.C.T.P.

Ce document comprend 12 pages y compris la page de garde.

Table des matières

1. PRESENTATION DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE.....	3
1.1. LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE	3
1.2. LES MISSIONS DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE	3
1.3. ORGANISATION FONCTIONNELLE DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE.....	4
1.4. LA REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI.....	5
2. PERIMETRE D'INTERVENTION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	5
2.1. MISSION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE	5
2.2. LES COMPTES ANNUELS DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE	7
2.3. LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE.....	9
2.4. DISPOSITIFS DE CONTROLE FACILITANT LE TRAVAIL DE REVISION	10
3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
3.1. COORDINATION DE LA MISSION ENTRE LES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE	10
3.2. EXERCICE COLLEGIAL DE L'AUDIT DES COMPTES	10
3.3. LETTRE DE MISSION	11
3.4. CALENDRIER D'INTERVENTION ET DEFINITION DES MISSIONS D'INTERIM	11
3.5. PRODUCTION DE RAPPORTS	11
3.6. DE LA DEONTOLOGIE ET DE L'INDEPENDANCE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (ARTICLES L 822-9 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE).....	12
3.7. RESPONSABILITE DES CABINETS	12
3.8. ENGAGEMENT DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE	12
3.9. CONFIDENTIALITE.....	12

1. PRESENTATION DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

1.1. LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

La Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France (CCIR Paris Ile-de-France) est un établissement public qui représente plus de 910 000 entreprises implantées dans six départements de la région Ile-de-France : Paris, Yvelines, Hautes de Seine, Seine-St-Denis, Val de Marne, et Val d'Oise. L'ensemble des actions de la CCIR Paris Île-de-France se décline autour de quatre missions :

- Accompagner les entreprises franciliennes dans leur développement
- Représenter les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics
- Former les talents de demain (à travers 14 de ses écoles)
- Promouvoir la région capitale à travers les congrès et salons

La CCIR Paris Ile-de-France se place aujourd'hui comme un acteur majeur pour investir dans l'avenir, pour tisser des réseaux qui font avancer l'entreprise, pour accélérer les dynamiques entrepreneuriales et donc faire prospérer l'économie et l'emploi.

Le rôle de la CCIR Paris Ile-de-France en matière d'attractivité, d'internationalisation, d'innovation, de création-reprise, de développement et de mise en réseaux des entreprises est primordial dans une région aussi importante que l'Ile-de-France.

La CCIR Paris Ile-de-France est également reconnue comme un acteur important en matière de formation initiale et continue.

La CCIR Paris Ile-de-France est un établissement public gouverné par une assemblée de 92 élus, chefs d'entreprise et un bureau de 12 membres représentant une grande diversité de secteurs (industrie, commerce, services) et de tailles d'entreprises, de la TPE au grand groupe international.

Elle intervient dans de multiples domaines liés à la vie économique et à la vie de l'entreprise. Elle mobilise des compétences fortes et diversifiées. Ses experts anticipent sans cesse les besoins des entreprises en leur proposant des prestations innovantes.

Sur le plan financier, une des caractéristiques fondamentales des Chambres de Commerce est de bénéficier du produit de deux contributions, collectées par l'Etat :

- La taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises,
- La taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Les autres ressources de la CCIR Paris Ile-De-France sont :

- La taxe d'apprentissage
- Toute autre ressource légale entrant dans la spécialité des CCI
- La vente ou la rémunération de leurs activités ou des services qu'elle gère
- Les dividendes et autres produits des participations détenues dans leurs filiales
- Les subventions, dons et legs qui leur sont consentis.

1.2. LES MISSIONS DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

L'ensemble des actions de la CCIR Paris Ile-de-France se décline autour de quatre missions :

- Représenter les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics ;
- Accompagner les entreprises à chaque étape de leur développement, de la création jusqu'à la transmission ;

- Former les collaborateurs et les futurs dirigeants dont les entreprises ont besoin ;
- Équiper : développer les foires, salons et congrès au service des entreprises et de l'attractivité de la région capitale.

1.3. ORGANISATION FONCTIONNELLE DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

- **L'Assemblée Générale**

Elle est composée de 92 membres, professionnels de tous les secteurs d'activité du commerce, de l'industrie et des services, élus par leurs pairs pour un mandat de 5 ans.

L'Assemblée Générale est l'organe délibératif des CCI. En matière financière, toute décision importante est donc de son ressort (vote des budgets et des comptes exécutés, recours à l'emprunt, prises de participations au capital d'organismes tiers, prélèvements sur le fonds de roulement, garanties d'emprunts, etc...).

C'est à l'Assemblée Générale que les commissaires aux comptes présentent leurs rapports sur l'accomplissement de leurs missions.

- **Le Bureau**

Le Bureau se réunit sous la direction du Président. Son rôle est notamment d'instruire les dossiers préalablement aux délibérations de l'Assemblée Générale et de veiller à leur exécution par les services de la CCIR Paris Ile-de-France.

Par l'intermédiaire du Directeur Général qui participe à toutes les réunions, le Bureau est le principal organe de liaison entre les élus et les services de la CCIR Paris Ile-de-France.

- **Le Président**

Elu par l'Assemblée Générale, le Président exerce les pouvoirs de représentation les plus étendus. La signature de tous les actes engageant la CCIR Paris Ile-De-France lui appartient exclusivement, mais il peut, dans certaines conditions, déléguer cette signature à des élus ou au Directeur Général.

Le Président, qui est de droit « ordonnateur » (au sens des principes régissant le fonctionnement des établissements publics) des dépenses et des charges, des recettes et des produits, est chargé de l'exécution du budget voté par l'Assemblée Générale et autorisé par l'administration de tutelle.

- **Le Trésorier**

Le Trésorier est chargé de la tenue de la comptabilité, de l'exécution des opérations de dépenses et de recettes, ainsi que de la gestion de la trésorerie. Il exerce une autorité fonctionnelle sur les services comptables et financiers et les régisseurs de dépenses et de recettes.

- **La Commission des Finances**

La Commission des Finances, élue par l'Assemblée Générale de la CCIR Paris Ile-de-France, a pour mission d'examiner les budgets (primitifs, rectificatifs, exécutés), le bilan, le compte de résultat et l'annexe, préalablement à leur adoption par l'Assemblée Générale.

La compétence de la Commission des Finances est également élargie à l'examen préalable de tout projet de délibération soumis à l'Assemblée Générale comportant des conséquences financières (recours à l'emprunt, prise de participation dans des organismes tiers, garantie accordée à des tiers, prélèvement sur le fonds de roulement, etc...).

A ce titre, les rapports des commissaires aux comptes, relatant leurs missions, est préalablement soumis à la Commission des Finances avant l'Assemblée Générale.

1.4. LA REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI

Les textes applicables aux CCI sont :

- **Les articles L 710-1 et suivants du code de commerce** – Titre I « Du réseau des chambres de commerce et d'industrie » ;
- **Les dispositions du code de commerce relatives** à la certification des comptes par les commissaires aux comptes ;
- Sur les comptes consolidés : conformément à l'article 13 de la Loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, modifié par Loi n°2003-706 du 1 août 2003 - art. 136 (V) (JORF 2 août 2003) relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques, les établissements publics de l'Etat, tels que les CCI en vertu de l'article L710-1 du Code de Commerce, doivent publier des comptes consolidés dès lors qu'ils remplissent les conditions énoncées par **l'article L233-16 du code de commerce**.
- Les articles R6233-1 et suivants notamment et R6241-1 et suivants du code du travail régissant les comptes des Centres De Formation des Apprentis (CFA), notamment l'article R6233-6 relatif à leur certification.

2. PERIMETRE D'INTERVENTION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2.1. MISSION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

2.1.1. Conditions générales d'intervention des commissaires aux comptes de la CCIR Paris Ile-de-France

- **Conformément à l'article L712-6 du code de commerce** (modifié par Loi modifié par Ordonnance n°2023-1142 du 6 décembre 2023 - art. 31) : « Les établissements publics du réseau sont tenus de nommer au moins un commissaire aux comptes et, lorsque les conditions définies au troisième alinéa du I de l'article L. 821-40 sont réunies, un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 821-13, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions des livres II et VIII sous réserve des règles qui leur sont propres. Les commissaires aux comptes, désignés dans le respect des dispositions du code des marchés publics, sont nommés par l'assemblée générale sur proposition du président. Les conditions dans lesquelles chaque établissement du réseau publie et transmet à l'autorité de tutelle un bilan, un compte de résultat et une annexe sont déterminées par voie réglementaire. Les peines prévues par l'article L. 242-8 sont applicables aux dirigeants qui n'auront pas, chaque année, établi un bilan, un compte de résultat et une annexe. Les chambres de commerce et d'industrie de région auxquelles sont rattachées des chambres de commerce et d'industrie territoriales établissent et publient chaque année des comptes combinés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes sont transmis à CCI France. »

- Les établissements publics de l'Etat étant tenus d'établir des comptes consolidés, ils doivent nommer au moins deux commissaires aux comptes conformément à **l'article L823-2 du code de commerce**.
- L'audit des comptes annuels de la CCIR Paris Ile-de-France, des comptes consolidés de la CCIR Paris Ile-de-France, a pour objectif de certifier qu'ils sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de sa situation financière et de son patrimoine à la fin de cet exercice.

Concernant plus précisément les comptes annuels de la CCIR Paris Ile-de-France, le champ de cette certification s'étend à l'ensemble du document « budget exécuté » de la CCIR Paris Ile-de-France c'est-à-dire le compte de résultat, le bilan, l'annexe, le tableau de financement ainsi que le détail de la CAF, des opérations en capital (emplois, ressources), et plusieurs tableaux annexes obligatoires.

La mission d'audit ne porte que sur les aspects comptables. Les commissaires aux comptes n'ont donc pas à juger de l'opportunité des décisions de gestion, ni des conditions de l'exécution du budget (comparaison budget prévisionnel/budget exécuté).

2.1.2. Contenu des missions

Une mission générale :

Dans le cadre général, l'intervention des commissaires aux comptes comportera notamment les aspects suivants :

- Organisation et planification de la mission
 - o Prise de connaissance de la CCIR Paris Ile-de-France,
 - o Analyse des risques,
 - o Appréciation des domaines significatifs ;
- Appréciation du contrôle interne et notamment, de la qualité et du respect des procédures administratives et comptables ;
- Contrôle des comptes
 - o À l'aide du résultat de l'appréciation du contrôle interne,
 - o Par des vérifications par sondage,
 - o Par l'examen des documents de synthèse.

Cette mission générale donnera lieu à la :

- Certification des comptes sociaux de la CCIR Paris Ile-de-France
- Certification des comptes consolidés du Groupe CCIR Paris Ile-de-France

Missions spécifiques et ponctuelles :

Dans la limite de celles conférées par la loi, les commissaires aux comptes pourront également être sollicités pour des missions spécifiques connexes ponctuelles notamment :

- Assistance de la Direction Générale Adjointe Finances et Participations dans le cadre d'une filialisation d'activité : opération de déroutage comptable et élaboration du bilan d'ouverture,
- Attestation de l'acquittement des dépenses et encaissements des recettes liées aux subventions européennes,

- Attestation concernant des décaissements,

Cette liste est non exhaustive et sans obligation de commande.

Les demandes seront faites par demande de devis.

Les attributaires proposeront une lettre de mission. Cette lettre de mission commune devra être établie et révisée conformément à la norme d'exercice professionnel NEP 210 « La lettre de mission du commissaire aux comptes ». Elle précisera le nom des intervenants par grade, le temps d'intervention de chacun et la répartition des travaux par cabinet.

La réalisation de ces missions sera également prévue selon la norme NEP 100 « Audit des comptes réalisé par plusieurs commissaires aux comptes ». Si les attributaires n'arrivent pas à se mettre d'accord la CCIR Paris Ile-de-France tranchera en fonction des critères suivants : délais, prix, disponibilité...

Les honoraires de ces missions seront établis en fonction des prix plafonds indiqués par les titulaires dans le cadre de réponse financier.

2.2. LES COMPTES ANNUELS DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

2.2.1. Les comptes annuels sont établis conformément aux règles du Plan Comptable Général, mais la CCIR Paris Ile-de-France suit certaines règles applicables aux finances publiques telles que :

- Coexistence d'un résultat comptable (solde du compte de résultat) avec un résultat budgétaire (solde des opérations en capital),
- Caractère limitatif des crédits,
- Séparation des fonctions d'ordonnateur et de payeur.

Cette dualité implique la présentation obligatoire d'un budget comportant trois tableaux : un état des opérations de fonctionnement sous forme de compte de résultat, un état de calcul de la capacité d'autofinancement et un état des opérations en capital.

2.2.2. La comptabilité est tenue sous le système d'information comptable SAP.

- Un système d'information comptable unique (basé sur le SAP CCI de Paris) est utilisé pour la comptabilisation de toutes les opérations de la CCIR Paris Ile-de-France et de ses filiales GIE Fonctions Support, EESC, Holding Groupe, Holding Education.
- Etant donné que la CCIR Paris Ile-de-France peut à tout moment changer de système d'informations comptables, l'intervention des Commissaires aux Comptes ne s'en verra pas modifiée.

2.2.3. Les comptes annuels de la CCIR Paris Ile-de-France sont constitués de l'agrégation des comptes de plusieurs établissements, dont les établissements sont les suivants :

- **6 CCI Départementales - CCID** : Hauts de Seine, Seine Saint Denis, Val de Marne, Paris, Yvelines et Val d'Oise
- **Des établissements d'enseignement :**
 - o Le CFA des sciences : <https://www.cfa-sciences.fr/>
 - o La Direction générale Adjointe Enseignement Recherche et Formation

- La Direction des Affaires Internationales
- La Direction des Admissions et Concours
- La Direction du CFA
- **Des établissements d'appui aux entreprises :**
 - La DGA CCI Internationale
 - La DGA Popé
 - La DGA CSE
- **Etablissements comptables pour suivi des activités diverses :**
 - Ateliers locatifs / Entrepôts,
 - Espaces évènementiels,
 - Patrimoine immobilier
 - Patrimoine informatique,
 - Fonctions supports.

La liste est établie sur la base des établissements existants au moment de la publication du présent appel d'offres. Elle est susceptible de modifications.

2.2.4. Une fiscalité sectorisée qui nécessite un traitement particulier

Au regard de l'IS, les activités de la CCIR Paris Ile-de-France restent scindées en deux secteurs distincts, l'un dit « lucratif », soumis à l'IS de droit commun, l'autre dit « non-lucratif », relevant des dispositions spécifiques de l'article 206-5 du CGI.

En matière de TVA, la CCIR Paris Ile-de-France est à la fois assujettie et redevable partiel.

En application de l'article 256 B du Code Général des Impôts, la CCIR Paris Ile-de-France n'est pas assujettie à la TVA pour ses services administratifs, sociaux, éducatifs, culturels et sportifs lorsque le non-assujettissement n'entraîne pas de distorsions dans les conditions de la concurrence.

La CCIR Paris Ile-de-France est donc placée hors champ d'application de la TVA pour la majeure partie de ses activités. Toutefois, elle réalise quelques opérations assujetties à la TVA (vente de publications ou d'informations, prestations dans le cadre des foires et salons, études, ...) pour lesquelles les règles de territorialité sont appliquées.

Données chiffrées (à partir des données au 31/12/2024) :

	Total CCIR
Total Bilan	1 210,6 M€
Total CA (hors ressource fiscale)	77,4 M€
TCCI	114,9 M€
Total effectif (*)	1 777

(*) hors vacataires

Sont présentés en annexe les comptes sociaux 2024 de la CCIR Paris Ile-de-France.

La comptabilité est tenue par la Direction de Comptabilité du GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France qui centralise les documents comptables.

2.3. LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

En application des dispositions du Code de commerce, la CCIR Paris Ile-de-France établit des comptes consolidés, certifiés par des commissaires aux comptes.

Ces comptes sont établis annuellement (clôture au 31/12/N), selon la réglementation comptable française et plus particulièrement en conformité avec le règlement ANC n°2020-01 (homologué par arrêté du 29 décembre 2020).

Le Groupe CCIR Paris Ile-de-France utilise le logiciel de consolidation via Report.

Toutes les entités du périmètre de consolidation font l'objet d'une certification par des commissaires aux comptes. Cinq filiales sont hors Zone Euro (ESCP–Londres, en livres sterling, et CCI Paris Consulting, à Beijing, en yuan), Essec Asian Center, Essec Singapore en Dollars Singapouriens et ESSEC Afrique Atlantique en Dirhams marocain.

L'association « Groupe ESSEC », entité consolidée, tient ses comptes en année pédagogique (clôture de l'exercice au 31/08/N).

Le « passage » de l'année pédagogique en année civile est effectué par la direction comptable de l'ESSEC. Il est nécessaire d'analyser "ce passage" et les comptes combinés de l'ESSEC au 31 décembre, les liasses de consolidation y afférentes, ainsi que les éléments permettant d'établir l'annexe consolidée.

Soient les étapes suivantes :

- Examen des principes et pratiques comptables appliqués en analysant, en particulier, les options retenues pour déterminer l'affectation de la contribution de la CCIR Paris Ile-de-France, les montants de la taxe d'apprentissage et des provisions pour risques et charges ;
- Discussions des assertions significatives sous-tendant l'établissement des comptes avec le responsable comptable de l'ESSEC ;
- Mise en œuvre de procédures analytiques destinées à identifier des évolutions ou des corrélations inhabituelles, notamment :
 - o Comparaison avec les comptes des exercices ou périodes précédents ;
 - o Comparaison avec les comptes prévisionnels ou avec des données budgétaires,
- Obtention du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'ESSEC pour les deux exercices concernés,
- Obtention d'une lettre d'affirmation relative aux comptes combinés signés par les directions générale et financière de l'ESSEC.

Données chiffrées (à partir des données au 31/12/2024) :

	Total Groupe CCIR
Total Bilan	2 521,5 M€
Total CA (hors ressource fiscale)	644,2 M€
Total effectif	5 141
Nombre de filiales consolidées	56

2.4. DISPOSITIFS DE CONTROLE FACILITANT LE TRAVAIL DE REVISION

2.4.1. Organisation et contrôles

La réalisation des comptes consolidés est confiée à un cabinet externe d'expertise comptable spécialisé en consolidation. La Direction comptable du GIE Groupe CCIR Paris Ile-de-France supervise la mission et gère l'audit des comptes consolidés.

Un service central de la Direction Générale Adjointe Finances assiste et conseille les établissements dans les domaines comptables et fiscaux, organise et supervise l'arrêté des comptes.

La CCIR Paris Ile-de-France dispose d'un service d'audit interne et est soumise par son statut aux deux contrôles externes réguliers notamment de la Cour des Comptes ou de l'Inspection Générale des Finances.

L'ensemble de la comptabilité de l'EPA ainsi que des EESC (ESCP, Ferrandi, Gobelins, ESVM, Esiee It, Esmvd, Espml), est assurée par la Direction comptable du GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France. La Direction de Comptabilité du GIE se situe 47 rue de Tocqueville, 75017 Paris. Elle sera située avec la CCIR Paris Ile de France au 7 rue Léon Jouhaux, 75010 Paris à compter du 1er trimestre 2026.

2.4.2. Autres points

La CCIR Paris Ile-de-France dispose de procédures de gestion écrites et notamment de procédures de clôture comptable développées.

Le calcul des dettes actuarielles relatives aux engagements sociaux est confié à un cabinet d'actuaire.

3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. COORDINATION DE LA MISSION ENTRE LES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

A des fins d'efficacité et de bonne collaboration, la CCIR Paris Ile-de-France souhaite pouvoir soumettre pour avis à ses commissaires aux comptes, en cours d'exercice comptable, toutes questions techniques relatives à des problèmes comptables ponctuels et à des évolutions de procédures. Ces diligences ponctuelles font partie intégrante de la mission.

D'une façon générale, les commissaires aux comptes exerceront leur mission en étroite liaison avec la Direction Générale Adjointe Finances de la CCIR Paris Ile-de-France.

3.2. EXERCICE COLLEGIAL DE L'AUDIT DES COMPTES

La certification des comptes de la CCIR Paris Ile-de-France, ainsi que les missions spécifiques ponctuelles éventuelles seront réalisées conformément aux normes d'« Audit des comptes réalisé par plusieurs commissaires aux comptes » en vigueur et au code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes.

3.3. LETTRE DE MISSION

Une lettre de mission commune devra être établie et révisée conformément à la norme d'exercice professionnel « La lettre de mission du commissaire aux comptes ». Elle précisera le nom des intervenants par grade, le temps d'intervention de chacun et la répartition des travaux par cabinet.

3.4. CALENDRIER D'INTERVENTION ET DEFINITION DES MISSIONS D'INTERIM

Ce document fait notamment état pour l'ensemble des missions de certification :

- Des aspects de procédures que les commissaires aux comptes souhaitent examiner plus particulièrement, notamment au cours de leurs missions d'intérim,
- Des principales diligences qu'ils entendent effectuer sur les comptes de fin d'année,
- Du calendrier de leurs interventions en cohérence avec les dates d'examen des comptes par la Commission des Finances et l'Assemblée Générale,
- De la liste des documents à préparer par la CCIR Paris Ile-de-France.

Il sera transmis à la DGA Finances et Participations au cours du mois de septembre sur la base des instructions de la CCIR Paris Ile-de-France notamment au regard des dates de la commission des finances et de l'AG chargées d'examiner les comptes sociaux et consolidés. Il conviendra de transmettre les dates et les noms et profils des intervenants qui réaliseront la prestation.

Il convient de prévoir une intervention en octobre-novembre pour l'intérim, une intervention deuxième quinzaine de février pour les comptes sociaux, et fin mars / début avril pour les comptes consolidés.

3.5. PRODUCTION DE RAPPORTS

Les commissaires aux comptes établissent chaque année :

- Un « rapport général » pour chacune des deux missions de certification des comptes, qui sera adressé au Président, au Trésorier, au Président de la Commission des Finances et au Directeur Général. Une synthèse de chacun de ces rapports sera lue lors de la Commission des Finances et de l'Assemblée Générale devant statuer sur les différents comptes annuels. Les deux « rapports généraux » de certification sont signés par les deux commissaires aux comptes titulaires (ou suppléants). La forme de ces rapports sera conforme aux normes professionnelles.

Le rapport général doit être remis à la Direction Générale Adjointe Finances et Participations de la CCIR Paris Ile-de-France au plus tard le lendemain de la réunion de la Commission des Finances appelée à donner son avis sur les comptes. La Direction Générale Adjointe Finances et Participations de la CCIR Paris Ile-de-France communiquera dès qu'elle en aura connaissance la date à laquelle cette commission doit se tenir, au plus tard 3 semaines avant cette date.

Une synthèse de l'exécution de leurs missions devra aussi être présentée à la Direction Générale Adjointe Finances et Participations, ainsi qu'à la Direction de Comptabilité du GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France et ceci à l'issue des Comptes Sociaux puis des Comptes Consolidés. Les projets de présentation seront envoyés en amont de ces réunions, 2 jours avant lesdites réunions.

- Par ailleurs, en fin de mission et préalablement à la tenue de la Commission des Finances approuvant les comptes individuels, les comptes consolidés, une synthèse des différents

points d'audit relevés au cours des missions ainsi que les conclusions des missions d'intérim devront être présentées au Directeur Générale Adjoint Finances et Participations. Cette présentation doit avoir lieu au plus tard 3 semaines avant la tenue de la Commission des Finances.

Ces rapports ou documents de synthèse ne sont pas exclusifs de notes de travail établies en cours de mission, faisant état des constatations ou des observations relevées à l'occasion des travaux des commissaires aux comptes.

Les rapports devront être adressés directement et impérativement à l'adresse de la Direction Générale Adjointe Finances et Participations qui sera communiquée lors de la réunion de lancement du marché.

3.6. DE LA DEONTOLOGIE ET DE L'INDEPENDANCE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (ARTICLES L 822-9 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE).

Dans les sociétés de commissaires aux comptes inscrites, les fonctions de commissaire aux comptes sont exercées, au nom de la société, par des commissaires aux comptes personnes physiques associés, actionnaires ou dirigeants de cette société. Ces personnes ne peuvent exercer les fonctions de commissaire aux comptes qu'au sein d'une seule société de commissaires aux comptes.

Les commissaires aux comptes s'engagent à accomplir leurs missions conformément aux dispositions de leur code de déontologie.

Code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes (annexe de la partie réglementaire du code de commerce - article annexe 8-1)

3.7. RESPONSABILITE DES CABINETS

De la responsabilité civile des commissaires aux comptes : articles L 822-17 et 822-18 du code de commerce.

Les commissaires aux comptes auront une obligation de moyens. En cas d'erreurs et d'anomalies comptables significatives, révélées après la remise du rapport général, la responsabilité civile des cabinets peut être recherchée s'il est démontré que l'accomplissement des diligences professionnelles normales de révision comptable aurait dû permettre de découvrir ces irrégularités.

3.8. ENGAGEMENT DE LA CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE

La CCIR Paris Ile-de-France s'engage à donner les instructions nécessaires aux établissements et services concernés par les interventions programmées des commissaires aux comptes, afin de faciliter leurs travaux. Par ailleurs, les commissaires aux comptes pourront obtenir tous les documents utiles à l'accomplissement de leur mission, notamment ceux relatifs aux litiges en cours, au résultat des contrôles effectués par d'autres organes de contrôle, etc.

3.9. CONFIDENTIALITE

Quelle que soit la nature de leurs missions, du fait de la profession qu'ils exercent, les signataires et collaborateurs des cabinets titulaires (ou suppléants) seront astreints au secret professionnel pour les éléments dont ils auront connaissance à raison de leurs interventions. Ils s'engagent également à faire respecter cette obligation par leurs sous-traitants éventuels. Cependant, les deux commissaires aux comptes de la CCIR Paris Ile-de-France ne peuvent s'opposer entre eux l'obligation au secret professionnel dans le cadre de leur mandat commun.